

FONDS d'INVESTISSEMENT CLIMATIQUES

SREP/SC.12/3
23 octobre 2014

Réunion du Sous-comité du SREP
Washington
18 novembre 2014

Point 3 de l'ordre du jour

**RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL DU SREP
(RÉSUMÉ)**

DÉCISION PROPOSÉE

Le Sous-comité du SREP a examiné le document SREP/SC.12/3, *Rapport d'activité semestriel du SREP*, et prend note des progrès de l'action du SREP dans les pays pilotes. Le Sous-comité demande aux BMD de travailler en collaboration avec les autorités et les autres parties prenantes dans les pays du SREP afin d'accélérer la préparation et la mise en œuvre des projets et programmes financés par le SREP.

En outre, le Sous-comité demande aux BMD de redoubler d'efforts pour soutenir les autorités des nouveaux pays pilotes dans l'élaboration de leurs plans d'investissement pour soumission et approbation par le Sous-comité.

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport fournit au Sous-comité du SREP des informations actualisées sur l'état d'avancement des activités du Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP). Le rapport couvre la période allant du 1^{er} avril au 30 septembre 2014.

II. BILAN STRATÉGIQUE DU SREP

Aperçu du programme

2. Au 30 septembre 2014, le Sous-comité du SREP avait approuvé les plans d'investissement de 10 pays pilotes pour une allocation indicative totale de 394 millions de dollars au titre de financement par le SREP de 35 projets et programmes. En outre, il a approuvé sept idées de projets dans le cadre de l'enveloppe réservée à la mobilisation du secteur privé, pour un total de 92,4 millions de dollars de financement du SREP. Le Sous-comité a approuvé un montant total de 154,22 millions de dollars pour les activités du SREP, soit plus de 39 % de l'allocation totale indicative du SREP au titre des plans d'investissement approuvés. Au 30 septembre 2014, le Sous-comité avait approuvé le financement de 14 projets/programmes pour un total de 136 millions de dollars. Pour les 14 projets/programmes dont le financement a été approuvé par le Sous-comité (136 millions de dollars), le montant total des cofinancements prévus s'élève à 1,13 milliard de dollars, soit un ratio global de cofinancement du SREP de 1:8.

3. Depuis le dernier rapport d'activité semestriel, le Sous-comité a approuvé cinq nouveaux projets (61,290 millions de dollars), cinq nouveaux financements au titre de la préparation des projets (3,8 millions de dollars) dans le cadre des plans d'investissement de l'Arménie et des Îles Salomon, et un financement au titre de la préparation du plan d'investissement (300 000 dollars) de la Mongolie. Parmi les 10 pays pilotes dont les plans d'investissement ont été approuvés, le Népal a obtenu l'approbation de l'intégralité du financement alloué tandis que l'Éthiopie, le Kenya, les Maldives et le Mali ont obtenu des approbations de financement variant entre 50 et 87 % de l'enveloppe prévue. Les taux d'approbation relativement faibles pour l'Arménie, le Libéria, les Îles Salomon et la Tanzanie s'expliquent par le fait que les plans d'investissement de ces quatre pays ont été approuvés tout récemment. Le niveau de décaissement pour le Honduras s'établit à 16 %, soit le taux le plus bas parmi les pays disposant d'un plan d'investissement approuvé en 2011.

4. Malgré l'amélioration du niveau d'approbation des financements, le portefeuille de projets du SREP continue de se développer plus lentement que prévu. Dans la plupart des pays pilotes du SREP, le contexte politique et social s'est avéré très difficile durant l'exécution des projets : événements politiques imprévus, déclenchement d'une épidémie, cadres réglementaires en pleine mutation et difficultés de fonctionnement. Selon le calendrier révisé de l'exercice 15 pour la soumission des projets, les dates de soumission ont été repoussées de deux à neuf mois pour la plupart des projets au Honduras, au Kenya, au Népal et en Tanzanie. Pour les neuf projets qui ont été approuvés par les BMD, tous sont passés rapidement du stade d'approbation par le Sous-comité à celui d'approbation par les BMD.

DÉCAISSEMENTS

5. Au 30 juin 2014, les décaissements cumulés effectifs au titre du SREP avaient atteint 10,5 millions de dollars, soit une augmentation de 6,3 millions de dollars par rapport à décembre 2013. Ces 10,5 millions de dollars représentent 7,5 % du financement approuvé par le Comité du fonds fiduciaire et 10,2 % du financement des projets approuvés par les BMD. L'essentiel des décaissements ainsi que le relèvement du niveau des décaissements au cours de la deuxième moitié de l'exercice 14 sont imputables au projet géothermique de Menengai au Kenya, pour lequel un total de 5,24 millions de dollars (1,72 million de dollars sous forme de prêts et 3,52 millions de dollars sous forme de dons) a été décaissé. Le projet Menengai a été le premier dont le financement a été approuvé par le Sous-comité du SREP et le seul pour lequel des fonds ont été décaissés.

COMPTE RENDU DES RESULTATS

6. L'Unité administrative des CIF, en collaboration avec les BMD, a lancé les activités de suivi des résultats et d'établissement de rapports annuels en 2014. En raison du stade peu avancé de mise en œuvre des programmes, seul un projet – *ERUS sur les foyers améliorés au Honduras* – a présenté des résultats faisant état d'une augmentation des investissements publics et privés.

7. Pour les neuf projets déjà approuvés par les BMD (pour un financement total de 102,56 millions de dollars par le SREP), les résultats devraient être les suivants : accroître de 1,01 milliard de dollars les investissements publics et privés en matière d'énergies renouvelables dans ces pays, favoriser l'accès à l'énergie à près de 5 millions d'habitants et 300 000 entreprises dans ces pays, et produire annuellement 682 283 MW d'électricité à partir des énergies renouvelables. Au Kenya, le projet Menengai devrait contribuer à la production de 400 MW d'énergie géothermique, soit une augmentation de 60 % du niveau actuel. En Éthiopie, les investissements géothermiques du SREP devraient permettre la production de 70 MW d'énergie renouvelable de source géothermique. Aux Maldives, les deux projets du SREP approuvés par les BMD (*POISED et ASPIRE*) devraient permettre d'améliorer l'accès à l'énergie renouvelable à plus de 60 000 personnes, soit 18 % de la population.

NOUVEAUX PAYS PILOTES

8. À sa dernière réunion tenue en juin 2014, Le Sous-comité du SREP a approuvé l'adhésion de 14 pays comme nouveaux pays pilotes du SREP, et a décidé qu'une somme pouvant aller jusqu'à 300 000 dollars puisse être versée à chacun d'entre eux pour leur permettre de jouer un rôle moteur dans la collaboration avec les BMD en vue d'élaborer leurs plans d'investissement détaillés. Les BMD ont commencé des missions exploratoires en Haïti et au Nicaragua. Les discussions sont en cours entre l'Unité administrative des CIF et les BMD quant à la meilleure façon d'appuyer ces pays. De nouveaux fonds n'étant pas disponibles actuellement pour soutenir les plans d'investissement de ces nouveaux pays, il est nécessaire de déterminer la meilleure manière d'organiser la préparation de leurs plans d'investissement.

GESTION DU SAVOIR

9. En décembre 2014, les CIF, en partenariat avec la plateforme en ligne (e-Institute) de l'Institut de la Banque mondiale, procéderont au lancement d'un cours en ligne sur la planification des investissements à faibles émissions. Le cours est destiné aux décideurs et planificateurs des services publics et fournit des conseils pratiques sur la manière de planifier,

d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'investissement à faibles émissions en se fondant sur l'expérience des pays du CTF et du SREP. Le premier cours en ligne qui se déroulera du 1^{er} au 12 décembre 2014 est destiné aux responsables des 14 nouveaux pays invités à préparer des plans d'investissement au titre du SREP. L'Unité administrative des CIF et les BMD étudient également la possibilité d'organiser un atelier, éventuellement en même temps qu'une réunion des pays pilotes du SREP, à l'intention des représentants de ces 14 pays au début de l'année 2015 afin de leur présenter le processus d'élaboration des plans d'investissement au titre du SREP.